

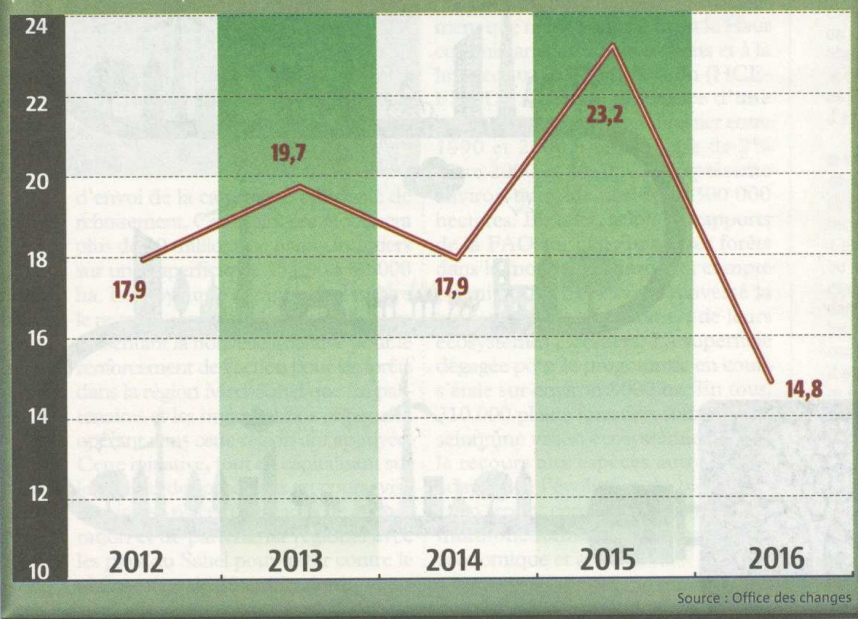
Les IDE ont atteint leur plus faible niveau depuis 2012

■ Au terme des neuf premiers mois de 2016, le flux des IDE au Maroc a baissé de 36,2% par rapport à la même période de 2015.

■ La CNUCED prévoit un repli des IDE dans le monde de l'ordre de 15% pour cette année, mais une reprise en 2017.

■ Ces dernières années, la géographie des IDE au Maroc a évolué et leur structure sectorielle a changé.

Flux des IDE sur les neuf premiers mois de l'année
(En Milliards de DH)



Source : Office des changes

dit pour 2016 une baisse des flux mondiaux des IDE pouvant atteindre jusqu'à 15% ; la CNUCED expliquant ce fort repli par les contextes économique et géopolitique peu porteurs. Mais la reprise ne saurait trop tarder, elle est annoncée pour 2017...

Le Maroc capte quelque 5% des flux entrant en Afrique

En attendant, malgré la baisse enregistrée jusqu'ici, le Maroc, à vrai dire, ne s'en sort pas trop mal sur ce plan. Il est classé, comme cela est bien connu, parmi les gros récipiendaires d'IDE. Il capte quelque 0,4% des flux entrant dans les pays en développement et 5% de ceux destinés à l'Afrique. En 2015, année de forte reprise des IDE à travers le monde, selon la CNUCED, avec une hausse de 36%, à plus de 1 700 milliards de dollars, soit le niveau le plus haut depuis la crise économique et

financière de 2008-2009, les économies en développement en ont attiré près de 44%, soit 741 milliards (+5% par rapport à 2014). Sur ce montant, dont les deux tiers ont été investis en Asie, le Maroc en a attiré 0,4% (quelque 32 milliards de DH), l'équivalent de 3,25% de son PIB.

Selon les statistiques du ministère des finances, en dépit de la baisse des flux d'IDE dans le monde en 2008-2009 (-21%), en 2012 (-4%), en 2013 (-6%) et en 2014 (-11%), le Maroc a reçu sur la période 2008-2015 une moyenne de 32,6 milliards de DH par an, contre 21 milliards de DH par an sur la période 2000-2007. On aurait pu s'attendre à une tendance inverse, non seulement à cause des turbulences financières et géopolitiques qui ont marqué la période 2008-2015 dans le monde (et qui continuent d'une certaine manière), mais aussi du fait qu'entre 2000

et 2007, le Maroc avait procédé à une série de privatisations – qui justifiait d'ailleurs l'existence d'un ministère dédié – qui constituaient autant d'opportunités pour les investisseurs étrangers. On voit bien cependant que pour les investisseurs de manière générale, une opportunité se résume moins à l'existence d'un actif à acquérir qu'à la qualité du climat des affaires qui peut justifier un acte d'investissement. Sur ce point, il y a sans aucun doute de notables améliorations, ce qui explique, une fois de plus, la hausse du volume des IDE reçus par le Maroc.

Abordant ce sujet dans le rapport économique et financier accompagnant le projet de Loi de finances 2017, le ministère des finances a relevé deux changements importants en matière d'IDE au Maroc : primo, une évolution de la répartition géographique des pays émetteurs, et, deuzio, une modification de la structure sectorielle de ces IDE.

Sur le premier point, la répartition géographique, l'Europe, plus exactement l'Union européenne, continue de détenir la plus grosse part des IDE au Maroc, soit 60% sur la période 2008-2015, mais cette part est en baisse de 25 points par rapport à ce qu'elle était entre 2000 et 2007. La France, par exemple, tout en demeurant le premier investisseur au Maroc, détient 38% des IDE sur la période 2008-2015, au lieu de 49% entre 2000 et 2007. L'Espagne, qui occupait la deuxième place, rétrograde à la troisième avec une part de 5,4% au lieu de 21% précédemment. Dans le monde occidental en général, les Etats-Unis, par contre, ont amélioré leur part en passant de 3% à 5,4% entre les deux périodes, devenant ainsi le quatrième investisseur au Maroc au lieu de septième lors de la période précédente.

Ce recul relatif du poids des

L'UNION EUROPÉENNE, CONTINUE DE DÉTENER LA PLUS GROSSE PART DES IDE AU MAROC, SOIT 60% SUR LA PÉRIODE 2008-2015, MAIS CETTE PART EST EN BAISSÉ DE 25 POINTS PAR RAPPORT À CE QU'ELLE ÉTAIT ENTRE 2000 ET 2007



investisseurs occidentaux au Maroc a été pour ainsi dire récupéré par des pays arabes qui totalisent, ce faisant, 41% des IDE reçus entre 2008 et 2015 au lieu de 10% seulement sur la période 2000-2007. En tête de ces pays, les Emirats Arabes Unis avec une part de 13,4% du total des IDE reçus par le Maroc entre 2008 et 2015, contre seulement 3,6% lors de la période précédente. Ce pays devient ainsi le deuxième investisseur étranger direct au Maroc, un rang qu'occupait l'Espagne précédemment.

L'immobilier, désormais premier secteur récipiendaire d'IDE

Après les Emirats, on trouve l'Arabie Saoudite avec une part de 4,7%, le Koweït avec 2,6% et le Qatar avec 1,2%. De manière générale, les pays du Golfe sont les plus actifs en matière d'investissements au Maroc. Pour la seule année 2015, le flux d'IDE en provenance des pays du Golfe a atteint près de 11 milliards de DH. Sur la dernière décennie, 2005-2015, relève le ministère des finances, le total des IDE en provenance des pays du Golfe culmine à près de 70 milliards de DH, ce qui correspond à un cinquième de l'ensemble des IDE reçu sur la période.

Cette évolution de la répartition géographique des IDE à destination du Maroc, serait-elle, d'une manière ou d'une autre, à l'origine de la modification de la structure sectorielle de ces IDE ? Le fait est que des secteurs ont vu leur part s'amenuiser, tandis que d'autres, au contraire, s'améliorer. Il en est ainsi des télécommunications qui occupaient la première place entre 2000 et 2007 avec 28,6% des IDE en moyenne sur cette période, et qui n'en détiennent plus que 6,9% en moyenne sur 2008-2015. Idem pour le tourisme avec désormais une part de 9,9% contre 15,5% au cours de la précédente période. Mais même avec la baisse de sa part, le tourisme conserve quand même la troisième place qu'il occupait déjà. L'industrie également a vu sa part légèrement baisser de 24% à 22% mais reste toujours le deuxième secteur où viennent choir les IDE. En revanche, les secteurs qui ont substantiellement amélioré leur part dans les IDE au Maroc entre les deux périodes, ce sont, dans l'ordre, l'immobilier avec 25,4% au lieu de 12,6%, les banques avec 8,3% au lieu de 3,5% et l'énergie avec 6% au lieu de 2,4%. Ainsi, c'est désormais l'immobilier qui occupe le premier rang en matière d'IDE en lieu et place des télécommunications.

La position extérieure nette est à surveiller

Les statistiques de l'Office des changes, reprises par le ministère des finances, montrent que d'autres secteurs ont également émergé, comme les grands travaux avec une part de 3,4% au lieu de 0,7%, et les holdings

avec 4,4% contre 0,9%.

Sur le sujet des IDE, il y a cependant lieu de dire (ou de redire) ceci : en attirer le maximum possible, c'est à peu près l'objectif de tous les pays, mais, dans le même temps, il serait peut-être plus prudent de garder un œil sur le solde des IDE, c'est-à-dire sur la position extérieure nette. Sur ce point, la situation de l'économie marocaine vis-à-vis du reste du monde laisse apparaître, en matière d'IDE seulement, une position nette débitrice de 468,3 milliards de DH à fin juin 2016 ; la position financière extérieure globale étant,

elle, débitrice de 621,8 milliards de DH à la même date. La raison : le Maroc reçoit plus d'IDE – pour ne parler que de cela – qu'il n'émet lui-même. Les données de l'Office des changes sur le premier semestre de 2016 montrent en effet que le stock des IDE marocains à l'étranger se monte à 47,2 milliards de DH, ce qui est peu par rapport au 515,5 milliards de stock des IDE au Maroc (d'où le déficit net de 468,3 milliards de DH). Bien entendu, ce déficit, dans la mesure où il représente surtout des engagements stables, ne suscite pas vraiment de crainte ; bien au contraire,

cela peut même s'interpréter comme un pari sur les potentialités que recèle le pays. Mais enfin, ces IDE, à mesure qu'ils grossissent, produisent des bénéfices dont une partie est réexpédiée vers les pays émetteurs sous forme de dividendes, notamment. Et pour pouvoir faire face à cela et à tous les engagements à court terme, il faudrait bien sûr dynamiser les exportations, mais aussi, pourquoi pas, renforcer les IDE marocains à l'étranger afin que ceux-ci génèrent, eux aussi, des revenus à rapatrier au Maroc et, au bout, une amélioration du niveau des avoirs du pays ■

S.A.